



Gilbert Bawara

Fonction publique Quand les Togolais font face à des services publics laxistes

Le numéro 1 de l'Administration publique togolaise, en la personne du Ministre Gilbert Bawara a ouvertement critiqué les dysfonctionnements des services publics lors du lancement de la journée de la fonction publique, il y a deux jours. Une sortie qui n'est qu'une nouvelle illustration de l'insatisfaction, de la déception des Togolais pour des prestations de services publics en deçà de toutes les attentes.

P3

DOSSIER



Terrorisme, Intégrisme et Djihadisme, des plaies du monde

Les attaques meurtrières qui se sont produites dans la nuit 13 novembre 2015 à Paris en France continuent de choquer le monde entier. Au moment où la France pleure ses morts et panse les blessures

PP 6-7

INCENDIE

Le mystère de l'usine de Victago incendiée



P10

NECROLOGIE

Le romancier togolais Essowedeu Agba n'est plus



P9

EDITORIAL

Des sanctions pour des journalistes

Des sanctions pour des journalistes, le sujet était au centre des houleux débats nés au lendemain de l'adoption par l'Assemblée nationale d'un nouveau projet de loi portant Code pénal. Ces débats étaient loin de passer sous étoile quand survint une curieuse affaire de tilapias impropres à la consommation avec implication de professionnels de médias. Et dans cette affaire, l'Observatoire togolais des médias n'est pas allé de main morte pour prendre des sanctions contre les deux professionnels de médias en question, en leur infligeant 6 mois de suspension de la corporation ...

P 3

Contenu

Théâtre
En France, Julien Mabiala Bissila continue de porter l'histoire du Congo en lui

P 9

Bénin
Ouverture de la campagne cotonnière 2015-2016

P 4

Ghana
4ème congrès des économistes africains

P 5

Sécurité
Les bourreaux du militaire au bras amputé rattrapés

P 11

Nation

► Kloto-Education/ Evaluation des épreuves physiques

Le ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation civique et celui de l'enseignement se préoccupent d'une meilleure organisation des épreuves sportives au Togo.

Pour la réussite de leur projet, des directeurs régionaux et chefs d'inspection de l'éducation physique et sportive ont renforcé leurs capacités sur l'évaluation et l'organisation des épreuves physiques aux divers examens officiels au cours d'un atelier de formation les 5 et 6 novembre dernier à Kpalimé. La formation vise à promouvoir le sport au Togo et l'amélioration des conditions de vie du personnel du ministère.

TM

► Tandjouaré/ Des « amazones » contre la déforestation

La lutte contre la déforestation dans la préfecture de Tandjouaré est désormais l'affaire des filles et des femmes de la localité. Pour cette initiative citoyenne, l'Association des Filles et Femmes de Moumoane (AFFMON) a démarré depuis le 15 juillet dernier une opération de reboisement de jeunes plants (acacia séaméa, de teck, de goyavier, de manguiers et de calcedras) dans le bas fond de la rivière « Yadjibagou » qui traverse le village de Moumoane dans le canton de Nandoga.

Du bien-fondé de ce reboisement, AFEMON a expliqué que son action a pour objet de lutter contre la désertification et la pratique des feux de brousse à Tandjouaré.

TM

► Binah/ Apothéose de la fête traditionnelle « Hiling- Kamou »

Les festivités marquant la fête traditionnelle « Hiling- Kamou » dans le canton de Kémérída ont connu leur apothéose le 31 octobre, marquant la fin de la saison des pluies et la période des récoltes. C'est une fête initiatique d'endurance et de courage.

Cette célébration coïncide avec le rite d'initiation de jeunes garçons et permet également de rendre grâce aux mânes des ancêtres pour l'abondance des récoltes.

Pour l'occasion, les jeunes garçons dont l'âge est compris entre 6 et 25 ans se sont prêtés à l'épreuve des coups de chicottes. Le public a été émerveillé par les confrontations qui ne connaissent ni vainqueur, ni vaincu.

TM

► Kéran/ Aides scolaires de Faure pour des élèves

Des élèves défavorisés de la préfecture de la Kéran ont reçu le 31 octobre un lot de fournitures scolaires de la part du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, en sa qualité de président du parti UNIR.

Pour le don, l'ATOP a précisé qu'il est composé de 8000 cahiers de 100 pages et de 2000 cahiers de 200 pages remis à l'inspecteur des Enseignements primaire et préscolaire de la Kéran, Soukoum Abété par une délégation des cadres natifs du parti UNIR-Kéran.

L'offre vise à donner la chance aux élèves défavorisés à effectuer la rentrée scolaire 2015-2016 au même titre que les autres élèves mais aussi les accompagner pour une éducation pour tous.

TM

► Assoli/ Du nouveau au CEG Bafilo-ville

Des salles au CEG Bafilo-ville ont été rénovées et ont fait peu neuve pour une meilleure poursuite de la dispensation de l'enseignement par les professeurs pour les élèves.

Selon l'ATOP, un bloc pédagogique de trois salles de classes entièrement rénové a été réceptionné le 04 novembre dernier au CEG Bafilo-ville.

Le projet de rénovation a été initié et réalisé par l'Association des Ressortissants d'Assoli en Amérique avec le soutien des cadres de la préfecture. L'initiative s'inscrit dans le cadre des projets d'investissement, de bienfaisance et de soutien aux actions de développement de la localité.

TM

► Ave / Les meilleurs élèves de Dzolo aurolés

Les meilleurs de Dzola dans la préfecture de l'Avé admis aux examens du CEPD, du BEPC et du BAC I session 2015 ont été récompensés le 30 octobre dernier par l'Association Aujourd'hui Pour Demain (APD).

Les lauréats au nombre de 27 élèves ont d'après l'ATOP reçu chacun des kits scolaires composés des cahiers de 300 pages, de 200 pages,

Contribution

Le Groupe Parlementaire ANC pour une relecture de la loi portant code pénal

Déclaration liminaire

Les 27, 29, 30 Octobre 2015 et 02 Novembre 2015, les députés composant le Groupe ANC ont participé, en séance plénière de l'Assemblée Nationale, aux débats sur le projet de loi portant nouveau code pénal, qui doit servir de cadre légal, pour la poursuite des infractions commises sur toute l'étendue du territoire national. Le Gouvernement initiateur de ce texte dit ambitionner, d'une part, de rassembler dans un même document tous les textes répressifs applicables dans notre pays, d'autre part et surtout, de combler le vide juridique créé par les formes de criminalité et de délinquance qui n'ont fait l'objet d'aucun texte répressif spécifique.

S'agissant du vote d'un texte de nature républicaine destiné à assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens, le Groupe Parlementaire ANC estime que la démarche appropriée aurait été que, le Gouvernement et le parti majoritaire, recherchent avec l'opposition parlementaire, les bases d'un texte consensuel en transcendant leur habituelle volonté de domination sans partage de la vie politique de notre pays. Au lieu du consensus souhaité, le groupe ANC a eu à déplorer, tout au long des débats :

1. que le gouvernement ait axé sa politique pénale sur le tout répressif, en s'attachant plus aux effets des infractions et ce par une augmentation anormale des peines et des amendes par rapport au passé ;

1. que le Gouvernement ait introduit dans le code pénal, dans son action de répression à tout va, la pénalisation des infractions en matière de presse, en punissant de sévères peines de prison, les directeurs de publication et les auteurs d'informations jugées fausses (Art 497 du nouveau code pénal) ;

1. 3. que le Gouvernement ait refusé contre toute attente, « l'inscription de l'imprescriptibilité du crime de torture dans les textes pénaux », comme le recommande la Commission Vérité Justice réconciliation (CVJR). Alors que le gouvernement a prévu cette imprescriptibilité pour les crimes contre l'humanité.

La CVJR (Recommandation n°2) recommande en effet au Gouvernement « de prendre toutes mesures idoines en vue de garantir l'intégrité physique et mentale de la personne humaine à travers :

- la criminalisation des actes de torture
- l'inscription de l'imprescriptibilité du crime de torture dans les textes pénaux ».

Le refus du Gouvernement de suivre la recommandation de la CVJR sur ce point est incompréhensible, à moins que le Gouvernement n'explique ce refus par le souci de réserver une zone d'impunité aux tortionnaires.

1. 4. que s'agissant des infractions en matière électorale et de financement illicite de la vie politique et des campagnes électorales, des propositions d'amendement formulées par les députés de l'opposition pour plus de transparence, d'équité et de neutralité de la part des acteurs politiques aient été rejetées sans débats au fond. L'attitude fermée du Gouvernement et du parti majoritaire sur les quatre points relevés ci-dessus, n'ont pas été de nature à rassurer le Groupe Parlementaire ANC quant aux desseins inavoués du Gouvernement.

Ainsi, sur les délits de presse, les intentions rétrogrades du gouvernement se sont vite révélées par le rejet des deux amendements successifs proposés par le Groupe Parlementaire ANC pour éviter une remise en cause des avancés du Code de la presse, arrachées de haute lutte. Ces amendements sont les suivants :

- a) prévoir au Code Pénal les mêmes peines que celles du Code de la presse,
- b) introduire au début de l'article 497 du nouveau Code Pénal

► Tchamba/ Campagne contre le cancer du col de l'utérus

Une campagne de vaccination contre le cancer du col de l'utérus s'est déroulée du 02 au 06 novembre dans le district sanitaire de Tchamba.

Cette campagne qui a concerné uniquement les jeunes filles âgées de 10 à 13 ans a pour priorité de protéger ces dernières contre le papillomavirus humain, responsable du cancer du col de l'utérus.

A en croire l'ATOP, la campagne va concerner 3585 jeunes filles et les bénéficiaires seront vaccinées dans les centres de santé.

TM

le bout de phrase, « sans préjudice des dispositions du Code de la presse ».

Face à l'intransigeance du gouvernement et de la majorité UNIR et alors qu'il aurait souhaité voter un texte consensuel, le Groupe Parlementaire ANC n'a pas cru pouvoir s'associer à l'adoption du Code pénal et a été obligé, pour marquer sa désapprobation, d'appeler ses membres à s'abstenir lors du vote.

Il apparaît clairement

- 1) que le nouveau code pénal bafoue la recommandation n°2 de la CVJR, en omettant délibérément l'inscription, en ses articles 198 à 208, de l'imprescriptibilité du crime de torture;
- 2) que l'article 497 dudit code, en sanctionnant les délits de presse par des peines privatives de liberté, opère un recul inacceptable par rapport au code de la presse et de la communication en vigueur.

Pour remédier à cette situation, la Présidente du Groupe Parlementaire ANC a adressé au Chef de l'Etat une correspondance pour lui demander de bien vouloir surseoir à la promulgation de la loi portant nouveau code pénal et de la retourner à l'Assemblée nationale en vue d'une nouvelle délibération permettant de mettre le nouveau code pénal en adéquation avec les engagements pris par le Togo, notamment en ce qui concerne la dépenalisation des délits de presse et l'imprescriptibilité du crime de torture.

La Présidente du Groupe Parlementaire ANC a également saisi la Présidente du Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) pour l'inviter à s'investir dans le même sens auprès du Chef de l'Etat. C'est le lieu de souligner que malgré la position minoritaire du Groupe ANC à l'Assemblée Nationale, les députés ANC ne ménagent aucun effort pour servir d'aiguillon réformateur de la vie politique de notre pays, afin que le Togo devienne un véritable Etat de droit, paisible, et respecté par les autres nations.

Fait à Lomé, le 18 novembre 2015

Pour le Groupe Parlementaire ANC
La Présidente,

tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM
2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3^e Mson avant
Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso KODOLAKINA

Comité de rédaction :
Carlos AMEVOR
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Rachidou ZAKARI
Alexandre Wémilma

Responsable administrative:
Gloria Léma YAGLA

Chargée d'affaires
Dédé BABANAWO

Graphiste:
Eros DAGOUDI

Imprimerie: St Louis

Distribution :
Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Politique

Edito

...La décision de l'OTM - on l'a vu rarement aussi ferme, sinon jamais - est révélatrice d'une situation qui couvre toujours sous la cendre avec la fameuse disposition 497 du nouveau code pénal. La décision de l'OTM fait suite à celle du 9 novembre dernier de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) condamnant et déplorant le comportement de certains médias qui violent des dispositions de l'article 62 du Code de la Presse et de la Communication...

Il est vrai que ces flops de condamnations, souvent sans aucune circonstance atténuante, paraissent dérangeants pour nous tous, en tant que professionnels de l'information, mais il est temps qu'entre professionnels, nous nous disions que la liberté de la presse, combat de chaque instant, ne peut être un masque commode derrière lequel avancent ceux qui, dans les rangs des journalistes, forment le clan des prédateurs, des fossoyeurs de cette liberté et qui manœuvrent

pour pousser l'autorité à prendre des lois liberticides. Car ce que nous journalistes togolais devons craindre par-dessus tout, ce n'est pas tant les sanctions, ni même la radiation, mais plutôt ce que demain nous réserve - et réserve à toute notre nation.

Le précédent rwandais résonne fort encore dans les esprits. En effet, des confrères qui croyaient avoir reçu en délégation le pouvoir, la puissance, l'immunité et l'impunité des puissants d'alors, se sont retrouvés

devant le Tribunal pénal pour le Rwanda. Seuls. Et, cela, plusieurs années plus tard. Dépouillés de la certitude d'untouchabilité de ceux qui dominent ou dominaient...il faut alors encourager ces instances de régulation à épinglez - mais de façon convenable - certaines fautes professionnelles susceptibles de nous contraindre à changer de métier, en devenant de vendeurs de tilapias, par exemple.

Dieudonné Korolakina

Fonction publique

Quand les Togolais font face à des services publics laxistes

Le numéro 1 de l'Administration publique togolaise, en la personne du Ministre Gilbert Bawara a ouvertement critiqué les dysfonctionnements des services publics lors du lancement de la journée de la fonction publique, il y a deux jours. Une sortie qui n'est qu'une nouvelle illustration de l'insatisfaction, de la déception des Togolais pour des prestations de services publics en déca de toutes les attentes. Le pire est que des secteurs vitaux comme la santé et l'éducation sont touchés de pleins fouets par ces problèmes criards et criants, inhérents à l'Administration publique. 89%, tel est le taux de déception que détient, de façon combinée, les deux secteurs vitaux sus cités.



Gilbert Bawara

Les chiffres sont décevants voire alarmants, si l'on tient compte des espoirs que les Togolais fondent en ces services. Alors avec leur annonce, venant du Ministre même de la Fonction

Publique, l'on peut se demander si une nouvelle ère s'annonce pour l'Administration publique togolaise ? Car une telle sortie publique, un tel réquisitoire, une telle décharge contre les services dont il préside

les rênes, est semblable à la sortie d'un véritable messie, qui décide de « balayer la maison ». Mais Gilbert Bawara est-il dans cette véritable et noble logique ou voudrait-il plutôt se limiter à un effet d'annonce et se tenir à l'écart de la tenue de parole ? Puisque avant lui, et ce depuis 2006, tous ces prédécesseurs avaient tenté l'expérience et ont cédé aux mêmes sirènes du pouvoir sans pouvoir en produire de grands, probants et plausibles résultats.

Et Bawara lui-même de pointer de l'index : Lenteur, incompréhension, mauvaise qualité des prestations, dilettantisme, lourdeur administrative, favoritisme, clientélisme, népotisme, corruption... comme autant de maux qui expliquent l'état pitoyable des services publiques.

Mais alors, la question se pose de savoir si l'ambition de moraliser les services publics pourra se réaliser effectivement un beau

jour ? Puisque les chiffres donnent plutôt l'impression d'un mal qui va en grandissant. Aura-t-on vraiment le temps d'isoler le bon grain de l'ivraie avant de confier les rênes de l'Administration publique togolaise à un leadership plus clairvoyant ? Il est de notoriété publique que l'Etat togolais est en faillite sur ce plan, voilà l'une des raisons pour lesquelles « L'administration et les services publics nécessitent des réformes en profondeur pour en améliorer la qualité et en garantir davantage l'accès », selon Bawara.

Après tant de proclamations de bonne foi du gouvernement à réformer l'Administration publique, les attentes ont été toujours fortes. Et Gilbert Bawara étant un ministre que bien de Togolais, des secteurs syndicaux et autres du monde du travail connaissent particulièrement avant sa prise de responsabilités à la Fonction publique, on semble donc s'acheminer vers une

nouvelle forme d'attente du public des services de l'Etat ou de la fonction publique. Une attente où l'image même du ministre Bawara devrait beaucoup jouer et où sa crédibilité se trouverait mise à rude épreuve s'il ne s'attaquait pas aux vraies causes de nombreux débrayages et grognes qui rongent le monde du travail public...

Il est temps de faire le point des expériences de journées portes ouvertes de la Fonction publique, menées depuis des années. Car force est de reconnaître que trop d'échecs ont été enregistrés malgré l'existence de cette journée ces dernières années.

D.K.

Enquête Afrobaromètre Le Togo, figure de la méfiance envers la police

Les populations africaines ont-elles le sentiment que la police est à leur écoute et qu'elle maintient l'ordre dans leur pays ? Ces questions sont au cœur d'une nouvelle enquête qui vient d'être publiée par le consortium d'instituts de sondages « Afrobaromètre ». Afrobaromètre a compilé des données venant de 34 pays africains. Celles-ci témoignent d'un manque de confiance des citoyens vis-à-vis des forces de police.

Selon l'enquête d'Afrobaromètre, plus de la moitié des victimes interrogées en Afrique ne vont pas porter plainte devant la police après avoir subi un crime. En tête de cette liste noire : le Togo et le Bénin. Les quatre cinquièmes des sondés dans ces pays disent ne pas donner de suite policière aux crimes susbis.

arrête un voleur et qu'on le tabasse, moi ça ne me gêne pas, assure un habitant au micro de RFI. Si on le lynche à tort, pour moi c'est lui-même qui l'a choisi ! » Régler le fond du problème

Ce n'est pas la meilleure manière de régler le problème de l'insécurité, affirme Aimé Adi, directeur de la branche togolaise d'Amnesty International qui, avec ACAT-Togo, sensibilise sur le sujet. « Quand on tue un voleur, on est probablement en train de noyer le fond du problème, dit-il. Parce que parfois, celui qui comment le vol fait partie d'un réseau. Et quand vous le tuez, vous empêchez la justice de pouvoir aller au bout de l'enquête pour pouvoir mettre hors d'état de nuire tout l'ensemble du système ou du réseau. »

RFI

Au Togo, face à la montée des vols à main armée et des braquages, la réponse trouvée à cette insécurité, c'est le lynchage. Le problème, c'est que beaucoup de Togolais ne veulent plus amener les voleurs au poste de police. Au quartier d'Agoé comme dans tous les quartiers périphériques de Lomé, les raisons sont les mêmes : on ne fait pas confiance aux forces de sécurité. On préfère donc s'en occuper soi-même. Selon l'enquête d'Afrobaromètre, 79 % des Togolais affirment ne plus vouloir amener les malfaiteurs aux postes de police. Les postes de police sont trop éloignés et les patrouilles, selon les habitants de ces quartiers, sont rares. « Si on

Retrouvez votre journal TOGOMATIN à la foire internationale de Lomé du 20 Novembre au 7 Décembre 2015 et profitez de ses offres avantageuses. Contacts: 90 15 39 77 / 97 87 12 42

TM

International

Attentats de Paris

Hollande pactise avec son ennemi pour conjurer le sort

Il y a quelques mois, Paris ne voulait pas entendre parler de Bachar al Assad, le président syrien. Et pourtant, en s'alliant avec Moscou pour vaincre l'Etat Islamique en Syrie, Hollande semble être prêt à « tout » pour conjurer le sort qui vient de s'abattre sur lui, et qui n'a pas encore fini de livrer ses derniers secrets au regard des derniers événements de Saint Denis.

Devant le Congrès ce lundi 16 novembre à Versailles, le président français a dévoilé en partie la stratégie qu'il compte adopter pour combattre Daech l'appellation arabe du groupe Etat Islamique. « Je rencontrerai dans les prochains jours le président Obama et le président Poutine pour unir nos forces et attendre un résultat qui pour l'instant est encore renvoyé à trop longtemps », a déclaré le chef de l'Etat, insistant sur la nécessité de parler à tous, à l'Iran, à la Turquie, aux pays du Golfe. Devant un tel revirement de politique, il n'y a pas lieu de polémiquer là-dessus. L'urgence de l'heure aurait pu contraindre n'importe qui à emprunter un tel chemin.

Mais depuis les violents attentats qui ont endeuillé le pays, François Hollande a dû se résigner à revoir sa stratégie et évoquer pour la première fois une coalition qui mêlerait Moscou, et donc indirectement Bachar al Assad, l'allié de Poutine. Mais, Hollande semble apporter une explication à ce choix. Pour lui, en effet, il s'agit de se réunir dans les meilleurs délais pour adopter une résolution marquant la volonté commune de lutter contre le terrorisme". Indiquant que l'ennemi commun c'est le Daech, le président français a insisté en outre sur le caractère prioritaire de la lutte contre ce groupe en ces termes : « Venons d'abord à bout de l'Etat islamique, voyons plus tard ce qu'il adviendra de Bachar al-Assad ».

Pour Xavier Panon, auteur de Dans les coulisses de la diplomatie française, de Sarkozy à Hollande, « Hollande était un peu dos au mur, il ne pouvait pas ne pas prendre ce genre de décision majeure ». Celui-ci estime en effet que c'est moins à l'allié du dictateur syrien à qui il tend la main qu'au futur partenaire de la coalition, qui a bien compris l'intérêt de lutter contre Daech depuis l'attentat au-dessus du Sinaï. Mais

même si ce rapprochement intervient dans un contexte global, cette décision ne sonne aucunement le glas de la politique anti-Assad menée depuis 2012. Si rapprochement il y a, la constitution d'une coalition aux côtés de Moscou est peu probable. Car il s'agit plus des arrangements et des échanges sur les interventions que mènera chaque pays, des échanges tactiques et militaires qui se cantonneront à la définition des cibles et aux moyens engagés par chaque pays.

En somme, même si l'accord avec Moscou ne signifie pas forcément une alliance de facto avec la Syrie, il convient de ne pas négliger l'effet rapprocheur qui se crée inconsciemment entre deux alliés qui unissent leurs forces pour venir à bout d'un ennemi commun. Le rapprochement des deux, voire des trois pays (France, Russie et Syrie) sur un même dossier aura ce pouvoir inconscient de faire découvrir aux deux bords des affinités, ramollir les positions et pourquoi pas, trouver des points communs pour une meilleure résolution du conflit en Syrie.

Alexandre Wémima

Plus qu'une inflexion de la politique internationale française, il s'agit là d'un revirement à 180 degrés. Car oui, il y a tout juste un mois, le chef de l'Etat répondait par la négative lorsqu'on lui demandait s'il était devenu l'allié objectif de Vladimir Poutine. « Non, pour l'instant, ce n'est pas notre allié, il est l'allié de Bachar El-Assad », expliquait-il enjoignant son homologue russe à se muer en partenaire pour chercher une solution politique.

Réaction de Washington

Lors d'un Forum organisé par le Wall Street Journal le lundi dernier, le secrétaire américain à la Défense promet de frapper Daech et appelle à la mobilisation des autres alliés.



Barack Obama

« Les attentats revendiqués par l'Etat islamique qui ont fait au moins 129 morts vendredi à Paris ont galvanisé la France, qui a décidé de renforcer son action sur le terrain et sa coopération avec les Américains », a déclaré Ash Carter, le secrétaire américain à la Défense suite aux événements de Paris. Pour lui, en effet, les Etats-Unis continueront de frapper le groupe armé Daech et attendent de leurs alliés européens qu'ils intensifient leurs efforts pour vaincre militairement cette organisation.

que les attentats de Paris soit un élément catalyseur pour les autres alliés à intensifier leurs efforts en ce sens.

Cette intervention d'Ash Carter arrive juste au moment où près de chez

nous, au Mali, le chef d'Ansar Dine Iyad Ag Ghaly, appelle à poursuivre la lutte contre la France dans un enregistrement sonore authentifié ce lundi.

TM

RWANDA/ 3ème mandat

Le Sénat valide Paul Kagamé

C'est désormais un acquis pour le président Kagamé : les Sénateurs ont adopté ce mardi, après les députés, la modification de la Constitution permettant au président de se représenter en 2017 et de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034.

Dans les mêmes termes que la Chambre basse le 29 octobre, le Sénat a voté les nouveaux articles 101 et 172 qui peuvent donc être considérés comme définitivement adoptés. Le nouvel article 101 fait passer de 7 à 5 ans le mandat présidentiel et en limite le nombre à deux. Mais le nouvel article 172 précise que cette réforme n'entrera en vigueur qu'à l'issue d'un nouveau septennat entre 2017 et 2024, pour lequel le président actuellement "en exercice" reste éligible, de même qu'ensuite pour les deux quinquennats prévus dans le nouvel article 101. Cette réforme constitutionnelle est présentée par le pouvoir comme le

fruit d'une pure initiative populaire, mais de nombreux observateurs y voient une manœuvre orchestrée par les autorités, dans un pays régulièrement épinglé pour ses atteintes à la liberté d'expression et son peu d'ouverture politique. Quelque 3,7 millions de Rwandais ont signé des pétitions lancées à travers le pays pour demander un maintien au pouvoir de M. Kagame, 58 ans, homme fort du pays depuis que sa rébellion du FPR a chassé en juillet 1994 le régime extrémiste hutu et mis fin au génocide déclenché en avril précédent. Les massacres ont fait environ 800.000 morts essentiellement au sein de la minorité tutsi.

La Chambre des députés doit désormais réexaminer quelques articles mineurs amendés par les sénateurs. Une fois adopté dans son ensemble, le texte définitif de la nouvelle Constitution devra être soumis, à une date non précisée, à référendum.

M. Kagame avait affirmé à plusieurs reprises ces derniers mois qu'il ne briguerait un troisième mandat que s'il était plébiscité par son peuple, alors que les volontés affichées de certains dirigeants africains de lever les limitations constitutionnelles du nombre de mandat pour se maintenir au pouvoir ont suscité des mouvements de contestation, notamment au Burundi voisin. Seule formation politique du pays à s'opposer à cette réforme constitutionnelle, le petit Parti démocratique vert a demandé à la Cour suprême d'interrompre

Bénin

Ouverture de la campagne cotonnière 2015-2016

Le Bénin vient d'ouvrir sa campagne 2015-2016 de commercialisation du coton ce 15 novembre, avec un prix d'achat du kilogramme fixé à 260 francs CFA.

La campagne cotonnière 2015-2016 vient d'être lancée au Bénin dans un contexte de baisse de la production, alors que les cours (maintenus à moins de 0,7 dollar depuis le début de l'année) restent largement en deçà du pic des 2 dollars la livre atteint en mars 2011 et une hausse de 4% (10 francs) par rapport à la dernière saison. Selon les estimations du Ministère béninois de l'Agriculture, le pays devrait placer sur le marché 18% de coton en moins, environ 324 000 tonnes, en raison de poches de sécheresse dans le bassin cotonnier. Cette baisse selon toujours les autorités béninoises est aussi liée à la chute des superficies cultivées. « Sur un objectif projeté de 400 mille hectares d'emblavures, seuls 360 mille hectares ont été réalisés ».

Pays traditionnellement agricole,



Un champ de coton

comme bien d'autres pays de la sous-région Ouest africaine, le coton reste au Bénin, la principale culture d'exportation et représente environ 13% de son PIB.

ZAK JAY

CEDEAO/Gestion de catastrophes Les experts de la sous-région formés

Des experts de haut niveau des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sont depuis le lundi 16 novembre 2015 dernier à Accra au Ghana, pour assister à un atelier de formation sur l'initiative de préparation aux catastrophes dans la sous-région.



Photo d'ensemble des experts

Cette formation de haut niveau vise entre autres à aider la CEDEAO à se préparer aux catastrophes au niveau régional, à aider ses Etats membres dans la définition d'une stratégie et d'une feuille de route afin de mettre en place des institutions nationales dédiées, une législation et une orientation claires dans la gestion des catastrophes, etc.

Le Dr Alves D'Almada George, chef de la Division des Affaires Sociales a déclaré, au nom de la commissaire aux Affaires sociales et du genre de la Commission de la CEDEAO que « cette formation contribuera sans nul

doute à renforcer les capacités des Etats membres et de la Commission de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par l'incorporation des leçons apprises de la lutte contre l'épidémie à virus Ebola, dans la mise en place de stratégies de lutte contre les épidémies ou catastrophes pouvant survenir dans la région ouest-africaine». Pendant 5 jours, plus d'une vingtaine d'informaticiens seront formés sur une plateforme technique de gestion et de prévention des catastrophes incluant les logiciels libres Sahana, Ushaidi et Qgis.

ZAK JAY



Paul Kagamé

le processus, mais sa requête a été rejetée début octobre, les magistrats estimant qu'"aucun

article (de la Constitution) n'était immuable".

Alexandre Wémima

Economie

Banque

Changement de leadership à Ecobank Nigeria Ltd

Dans un communiqué publié ce 18 novembre 2015, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) annonce un changement de leadership dans sa plus grande filiale, Ecobank Nigeria Ltd. M. Jibril Aku, l'actuel directeur général de la filiale, a conclu son mandat de cinq ans comme directeur général. Il quittera ses fonctions actuelles à la fin de cette année.



Jibril Aku

Entré à Ecobank Nigeria en 2006 comme Directeur exécutif chargé du trésor et des institutions financières de la banque, M. Djibril Aku, un banquier distingué s'est fait très tôt démarquer. En 2010 il a été nommé Directeur général d'Ecobank Nigeria. M. Aku assumera un autre rôle dans la banque d'ici début 2016.

Le Directeur général du Groupe Ecobank, M. Ade Ayeyemi, s'est dit satisfait du rôle de l'homme durant les 5 ans qu'il a passés à la tête de la banque au Nigéria. « Djibril a joué un rôle clé en dirigeant

Entreprise

Dangote quitte le conseil d'administration de DFM

L'homme le plus riche d'Afrique, Aliko Dangote, a démissionné du Conseil d'Administration de Dangote Flour Mills (DFM), une société qui portait son nom et dont il était le fondateur.

La démission du milliardaire nigérian intervient suite à la décision de l'actionnaire majoritaire, Tiger Brands, de se retirer du financement de DFM. Il quitte Dangote Flour Mills avec trois autres administrateurs: Olakunle Alake, Asue Ighodalo et Arnold Ekpe.

L'homme d'affaire nigérian est devenu l'actionnaire minoritaire dans Dangote Flour Mills, avec une participation de 10 %, après la vente de 65% de ses parts à Tiger Brands pour une valeur de 200 millions de dollars en 2012. Leader africain de l'agroalimentaire l'homme compte revoir son investissement dans DFM. Ainsi, l'effet immédiat découlait de cette démission de Dangote, est le changement de nom de l'entreprise qui s'appellera désormais Tiger Branded Consumer Goods Plc.



Dangote

TM

Afrique

Les initiatives innovantes en énergie examinées

La semaine du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) qui se tient actuellement à Abidjan, s'est penchée sur les meilleures pratiques et les initiatives de financements innovants. Un événement qui permet aux différents intervenants dans le secteur de l'énergie de savoir qui fait quoi en Afrique.

La session des «Initiatives de financements innovantes en faveur du secteur de l'énergie en Afrique», était consacrée aux meilleures pratiques récemment adoptées en matière d'initiatives de financement innovant et de mise en œuvre de projets susceptibles de transformer le secteur énergétique de l'Afrique dans un avenir proche. L'exposé de ces projets a mis en lumière des modèles innovants qui s'avèrent appropriés pour le financement de projets énergétiques de l'Afrique, et les modalités de leur application au contexte africain.

Cette rencontre a permis de dresser une liste exhaustive et de cartographier des initiatives de promotion de l'énergie dans le contexte de l'Afrique. Les mécanismes et les critères en ont été présentés. Le rapport sera présenté à la COP21 à Paris et sera diffusé publiquement l'année prochaine dans sa version définitive. Le PIDA est un programme d'envergure continentale visant à élaborer une



Dispositifs d'énergie éolienne

vision, des politiques, des stratégies et un programme pour le développement d'infrastructures régionales et continentales prioritaires en matière de transport, d'énergie, de ressources en eau transnationales et de TIC.

TM

Côte d'Ivoire

Bananes « bios » bientôt produites en Côte d'Ivoire

L'Union Européenne vient d'accorder cette semaine, une enveloppe de 10,6 millions d'euros (7 milliards de francs CFA) au groupe français, « Compagnie fruitière » dans le cadre d'un projet de production de bananes bio en Côte d'Ivoire.

L'information a été donnée vendredi dernier par Jean Marc Gravellini, le nouveau vice-président Afrique de l'entreprise, à la sortie d'une audience avec le Premier ministre ivoirien, Kablan Duncan. Le projet prévoit la création de 200 ha de plantations villageoises dans chacune des zones nord et sud du pays dans l'optique de « développer un tissu de producteurs nationaux contribuant à produire des bananes bio valorisées sur le marché européen ». Une perspective qui viendra apporter une note

de dynamisme à une filière confrontée à la concurrence de la banane originaire d'Amérique latine, réputée plus compétitive depuis l'abatement des privilèges tirés des accords UE/ACP

Présente en Côte d'Ivoire, premier producteur africain avec près de 326 000 tonnes, via sa filiale SCB (la Société de Culture Bananière), la compagnie fruitière y exploite 5 200 ha de terre pour une production estimée à 210 000 tonnes.

Rachidou

Développement

L'économie numérique pour l'émancipation de la femme

En plein essor dans le monde aujourd'hui, l'économie numérique selon la Banque Mondiale, offre plusieurs possibilités pour le développement économique pour les femmes, particulièrement celles qui vivent dans les pays en développement, où les préjugés culturels constituent un obstacle de taille à l'épanouissement.

Selon un document publié par la Banque Mondiale, les problèmes de sécurité et les contraintes de temps empêchent souvent les femmes de prendre leur juste place dans la population active.

L'économie numérique a pour principal avantage de permettre et d'encourager le travail à distance, où le genre a sans doute moins d'importance que dans l'économie physique. Elle offre un monde d'opportunités aux femmes des pays pauvres.

Cependant, selon ce document publié par la banque, les obstacles qui empêchent les femmes de participer à l'économie numérique peuvent souvent être aussi difficiles à surmonter que ceux qui les empêchent de prendre part à l'économie traditionnelle. Ces restrictions et contraintes peuvent empêcher les femmes de tirer parti de l'économie numérique. L'un des principaux problèmes selon la banque réside

dans les inégalités qui existent en matière d'accès à Internet. Mavis Ampah, spécialiste en chef des politiques TIC au sein des pôles Transports et TIC de la Banque mondiale, pense que « l'essentiel des efforts déployés au cours de la dernière décennie se sont attachés à améliorer l'accès des pays en développement à l'univers numérique. Des progrès rapides ont été enregistrés dans ce domaine, notamment concernant le taux de pénétration des appareils mobiles. Mais une immense fracture subsiste en matière d'accès à Internet ».

Sur le plan de l'économie numérique, le prochain rapport sur le développement dans le monde révèle que seuls 18 % des hommes africains ont accès à Internet. Ce fossé numérique est encore plus marqué pour les femmes africaines, puisqu'elles ne sont que 12 % à bénéficier d'un accès à Internet.

Togomatint

Terrorisme, Intégrisme et Djihadisme, des plaies du monde

Les attaques meurtrières qui se sont produites dans la nuit 13 novembre 2015 à Paris en France continuent de choquer le monde entier. Au moment où la France pleure ses morts et panse les blessures de ses filles et fils blessés, le déroulement des attaques à Paris relance la question sur la sécurité dans le monde. Togomatin se penche ici sur des plaies qui minent aujourd'hui le monde à savoir le terrorisme, l'intégrisme et le Djihadisme.

Attentats à Paris / Ce qui s'est passé au Bataclan

Six attaques déclenchées en l'espace de vingt minutes, un bilan provisoire de 129 victimes tuées et 352 blessés, sept kamikazes morts : l'horreur s'est abattue le vendredi soir [13 novembre 2015] sur Paris et Saint-Denis.

C'est à 21h40 qu'a été déclenchée l'attaque contre la salle de concert du Bataclan, située au 50 boulevard Voltaire, Paris (Xle), au croisement avec le boulevard Richard-Lenoir, secteur déjà endeuillé au début de l'année lors de la tuerie de Charlie Hebdo.

Trois hommes arrivés en Polo noire et munis d'armes de guerre prennent en otage le public qu'ils ont regroupé dans la fosse où le plus grand nombre des 89 victimes ont été retrouvés. Le groupe californien de métal Eagles of Death Metal qui était sur scène ce soir-là réussit à s'enfuir. L'assaut sera donné à 0h20 par les hommes du Raid et de la BRI. Juste avant, lors de brefs pourparlers, les terroristes ont évoqué la Syrie et l'Irak.

Leparisien.fr

Etat d'urgence décrété

Le président français, François Hollande, a décrété l'état d'urgence et la fermeture des frontières. Il s'agit du "rétablissement des contrôles" aux frontières mais pas de "fermeture", a finalement annoncé l'Elysée. "Un conseil de défense a été convoqué ce samedi à 9h.

D'ores et déjà 1500 militaires supplémentaires ont été mobilisés", a ajouté l'Elysée. Les établissements scolaires et universités sont fermés samedi et les déplacements scolaires suspendus partout en France. La mairie de Paris a décidé la "fermeture de tous les équipements de la ville" de Paris.

lci.tf1.fr

Terrorisme, histoire du mot

Le mot « terrorisme » est attesté pour la première fois en novembre 1794, il désigne alors la « doctrine des partisans de la Terreur »6, de ceux qui, quelque temps auparavant, avaient exercé le pouvoir en menant une lutte intense et violente contre les contre-révolutionnaires. Il s'agit alors d'un mode d'exercice du pouvoir, non d'un moyen d'action contre lui. Le mot a évolué au cours du XIXe siècle pour désigner non plus une action de l'État mais d'une action contre lui. Wikipédia

Tactique d'emploi de la violence (sabotages, attentats, assassinats, enlèvements, prise d'otages ...) à des fins politiques, pour déstabiliser et frapper massivement l'opinion publique et les États concernés. Le terrorisme

Monde-diplomatique.fr

Intégrisme, fondamentalisme et fanatisme

A l'heure où l'islam est soupçonné d'être intrinsèquement voué à tous les excès, il n'est pas mauvais de rappeler que deux mots, parmi les plus galvaudés dans la rhétorique de la diabolisation, ont vu le

points de la foi qui leur paraissent fondamentaux. Ils soutiennent en particulier une interprétation littérale de la Bible. Prenant à la lettre le récit de la création du monde en six jours dans la Genèse, ils rejettent les théories



Des Kényans après l'attaque du Westgate

jour à l'intérieur de la sphère chrétienne : le fondamentalisme et l'intégrisme. Une preuve - si besoin était - qu'aucune religion n'est à l'abri du fanatisme.

Le fondamentalisme est né aux Etats-Unis, dans le contexte du protestantisme. En 1919, des pasteurs presbytériens, baptistes et méthodistes fondent la World's Christian Fundamentals Association, pour défendre

de Darwin sur les origines de l'homme et sur l'évolution.

Le mot "intégrisme" a fait son apparition en France, dans le monde catholique. En 1907, le pape Pie X condamne par l'encyclique Pascendi le "modernisme", une école de pensée qui revendique d'examiner les données de la foi à la lumière des sciences

et de manière autonome. Les adversaires les plus violents des modernistes se définissent comme des catholiques "intégraux" parce qu'ils défendent l'intégrité de la foi. Ils sont à leur tour dénoncés par le camp opposé sous le nom d'"intégristes".

Dans le contexte du catholicisme, l'intégriste est celui qui se réclame de "la tradition", c'est-à-dire d'un vaste corpus incluant à la fois les Ecritures et leur interprétation fixée avec autorité par les pères et les docteurs de l'Eglise, les conciles et les papes. On pourrait dire que l'intégrisme fige, à un moment déterminé, l'interprétation de la Révélation. Au contraire, il y a dans le fondamentalisme une volonté de retour aux sources, à une pureté originelle de la foi qui se trouverait dans les Ecritures, débarrassées des repeints de la tradition. D'une certaine façon, le fondamentaliste nie la médiation d'une autorité religieuse - clergé, Eglise, docteurs de la loi - qui interpose habituellement une clé d'interprétation entre le croyant et le texte révélé.

Le concept de "fanatisme" est plus ancien, puisqu'il remonte au XVIIe siècle. Mais c'est au siècle suivant, âge des Lumières, qu'il connaît son heure de gloire. Le mot vient de fanum, qui signifie "temple" en latin. Il désigne donc une attitude religieuse. Voltaire dénonce cet "enfant dénaturé de la religion". Il y a dans le fanatisme une notion d'excès : le fanatique est "animé d'un zèle outré pour la religion", selon Littré.

Tous ces termes ont donc une histoire. Leur transposition dans une autre époque et, a fortiori, dans la sphère d'une autre religion pose d'emblée un problème méthodologique.

A la fin des années 1970, ceux qu'on appelle les orientalistes - arabisants pour la plupart, et qui abordent le fait musulman à partir de l'angle religieux - ont encore recours au concept d'"intégrisme" pour décrire les évolutions du monde musulman, ébranlé par la révolution iranienne. Maxime Rodinson en donne la définition suivante : "Aspiration à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes sociaux et politiques et simultanément à restaurer l'intégralité des dogmes."

Déjà, la dimension politique se mêle au religieux dans cette définition de l'intégrisme. Au début des années 1980, un tournant majeur se produit dans les études sur l'islam, quand les spécialistes en science politique s'emparent du fait musulman avec les outils de la sociologie. Ils forgent alors le terme d'"islamisme". Dans son livre paru en 1987 (L'Islamisme radical, Hachette), Bruno Etienne vulgarise le concept d'"islam radical", qu'il justifie ainsi : "Je le prends au sens premier du terme, la doctrine de l'islam à la racine, et au sens américain, l'islam politiquement

radical, presque révolutionnaire." L'islamisme (ou l'islam radical) est donc conçu comme une idéologie, un projet de société mêlant intimement les dimensions religieuse, sociale et politique.

Marque de stigmatisation

Malheureusement, le mot entraîne une confusion, dans le grand public, avec l'adjectif "islamique", qui signifie, lui, "ayant rapport à l'islam". Ce glissement de sens est ressenti par les musulmans comme une marque de stigmatisation : une librairie islamique n'est pas forcément islamiste... Pour autant, Olivier Roy fait remarquer que les deux adjectifs "musulman" et "islamique" ne sont pas toujours synonymes : "J'utilise le terme "musulman" pour désigner ce qui relève du fait ("pays musulman" : pays où la majorité de la population est musulmane) et le terme "islamique" pour ce qui relève de l'intention ("Etat islamique" : Etat qui fait de l'islam le fondement de sa légitimité)."

Aujourd'hui, les spécialistes qui constatent le déclin (Gilles Kepel) ou l'échec (Olivier Roy) de l'islam politique ont recours à de nouveaux concepts pour rendre compte de l'évolution des sociétés musulmanes : ils parlent de "post-islamisme" ou de "néofondamentalisme". Ainsi, pour Olivier Roy, le mouvement des talibans peut être qualifié de "néofondamentaliste", en ce sens qu'il se donne pour mot d'ordre la charia, le retour à la lettre du Coran, et la sunna, mais qu'il ne porte pas en lui de projet politique cohérent.

Ces analyses sont contestées par plusieurs islamologues, comme François Burgat et Alain Roussillon. Ils reprochent aux politologues d'avoir plaqué sur le monde musulman des concepts empruntés à la sociologie politique occidentale. Ces derniers auraient en quelque sorte "inventé" ou "construit" la catégorie de l'islamisme, avant de prophétiser son déclin... Ce à quoi Olivier Roy réplique que les acteurs de l'islamisme, comme l'imam Khomeiny, ont eux-mêmes eu recours à des catégories politiques d'origine occidentale. (Ce débat est exposé dans la revue Esprit, août-septembre 2001.)

Il reste qu'un certain nombre de termes comme "intégrisme" ou "fanatisme" sont encore marqués par le contexte polémique qui les a vus naître. Ils sont péjoratifs et récusés comme tels par ceux à qui ils s'adressent. On est toujours l'intégriste d'un autre... Les concepts sont à manier avec prudence. Ils peuvent parfois être aussi dangereux que des armes.

Lemonde.fr

Action de l'ONU contre le terrorisme

L'actualité nous rappelle trop fréquemment que le terrorisme continue à endeuiller la planète et à infliger douleurs et souffrances à toutes les populations. Il n'est pas de semaine qui ne soit marquée par un acte terroriste quelque part dans le monde; ces actes frappent de manière aveugle des innocents qui ont eu le malheur de se trouver au mauvais endroit, au mauvais moment. Il est de l'intérêt de toutes les nations de lutter contre ce fléau - si bien que la question du terrorisme figure à l'ordre du jour des Nations Unies depuis plusieurs décennies.

Dans ce domaine, 18 instruments universels (c'est-à-dire 14 Conventions et quatre amendements) ont été élaborés au sein même du système des Nations Unies, et visent des activités terroristes particulières. Par l'intermédiaire de l'Assemblée générale de l'ONU, les États Membres se sont attachés à mieux coordonner leurs initiatives antiterroristes et à poursuivre l'élaboration de normes juridiques.

Le Conseil de sécurité a lui aussi, lutté activement contre le terrorisme par ses résolutions et la création de plusieurs organes subsidiaires. Parallèlement, un certain nombre de programmes, d'offices et d'agences des Nations Unies se sont engagés dans des actions antiterroristes spécifiques, afin de

un.org/fr



Les casques bleus

L'intégrisme: un phénomène universel

Il s'opère sous différents slogans religieux, mais il s'agit en fait d'un mouvement politique qui utilise le nom de Dieu pour justifier les injustices et la discrimination entre peuples, nations, classes, races, sexes, couleurs et confessions.

Un exemple patent de ces procédés fut présenté dans les procédures juridiques récentes engagées contre un certain nombre de sociétés d'investissement islamiques en Egypte, «Al Rayan», «Al Hoda», «Al Badr» etc...

Des dizaines de milliers d'investisseurs ont vu leur argent pratiquement confisqué par ces dites sociétés islamiques d'investissement et toute revendication de remboursement est

Partout où je vais dans le Monde arabe, en Afrique, en Asie, en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique Latine, je décele des traces



Un attentat au Nigéria

d'activités de groupes intégristes œuvrant au nom de la religion.

En Italie, en Mai 1989, j'ai lu, dans un des journaux publiés à Bologne (Al Karama) un article relatant l'histoire de la Mafia en Sicile. Cet article disait que la Mafia actuelle en Italie, aux Etats-Unis et au Canada a des connections étroites avec un mouvement nommé Mouvement International pour la Libération Islamique. Les ressources économiques dudit mouvement proviennent, à l'instar de celles de la Mafia, de la vente des armes, du trafic des stupéfiants, de la spéculation sur les devises (toutes activités qui rapportent de gros bénéfices et dont l'argent est blanchi par les banques islamiques).

Soutien des mouvements intégristes

Les mouvements intégristes et autres groupes islamiques fanatiques puisent leur force politique en embrigadant un nombre considérable de jeunes gens, filles comme garçons, sous forme de société de réforme combattant la corruption par un retour aux valeurs des enseignements moraux de l'islam. Ils utilisent les mosquées comme centres de recrutement, fournissent des services et de l'aide économique aux migrants pauvres venant des villages et aux étudiants, recueillent des contributions financières auprès des familles de classe moyenne et supérieure pour les investir dans les banques islamiques, en mettant en œuvre les procédés mercantilistes les plus notoires (distribution de revenus considérables), y compris la spéculation sur le marché monétaire, en monopolisant les produits essentiels et les matières premières pour s'enfuir à la suite avec le capital mobilisé et l'investir à l'étranger.

demeurée sans suite jusqu'à ce jour.

Dans bon nombre de cas, les mouvements islamiques intégristes ont constitué des groupes militaires fanatiques tels que «Al Gihad», «Al Takfir Wa El Higr», «Al Nagoon mena el Nar», «Harakat El Tahrir El Islami, Hizb Allah» etc... Au Liban, par exemple, ces genres de groupes ont joué un rôle important dans l'accentuation et le maintien de la lutte religieuse chaque fois qu'elle semblait s'atténuer.

L'existence de l'Etat intégriste Israélite et des politiques suivies par les partis et groupes religieux juifs fanatiques, constitue un facteur capital dans la création et la propagation des tendances religieuses fanatiques et de la lutte religieuse. Les politiques et les tendances intégristes juives ne peuvent se maintenir que si le fanatisme religieux continue à se développer dans les Etats limitrophes.

Tous les intégristes, qu'ils soient musulmans, juifs, chrétiens ou autre, sont parvenus dans la tentative de créer la division, la lutte, le racisme et le sexisme ; aidant ainsi le capitalisme international à maintenir son contrôle, et à vaincre la résistance populaire aux politiques qui mènent à la guerre, à l'exploitation accentuée et à la dépendance économique dans les soi-disant pays du Tiers-Monde. Malgré tout, de temps à autre et dans un certain nombre de situations, des contradictions surgissent entre eux.

Les mouvements intégristes constituent une entorse à toutes les religions, se présentant comme partie intégrante de la lutte pour l'amélioration de la vie. Ceci se vérifie historiquement concernant le Judaïsme, le

Christianisme et l'Islam. L'appel de Khomeini à assassiner l'écrivain Salman Rushdie constitue un exemple flagrant de cette entorse. L'Islam est mal interprétée par les dirigeants comme Khomeini car, à bien des égards, y compris celui du droit des femmes, l'Islam est relativement avancée par rapport à d'autres religions.

wluml.org

Le djihadisme

Le djihadisme est une doctrine contemporaine au sein de l'islamisme qui prône l'utilisation de la violence pour la réalisation des objectifs islamistes. Bien que le djihadisme soit dérivé du djihad, ce dernier est un élément important de l'islam qui n'est pas nécessairement violent.

Le djihadisme moderne naît dans les années 1980 au cours de la guerre d'Afghanistan. Dans le contexte de ce conflit, émerge notamment la figure d'Abdallah Azzam, considéré comme le père fondateur du djihadisme. À partir des années 1980 et 1990 apparaît le salafisme djihadiste, traduction de l'arabe salafyya jihadiyya, qui puise ses racines chez des penseurs musulmans radicaux comme Abou Qatada, Abou Moussab al-Souri (en) ou Abou Muhammad al-Maqdisi (en), il s'étend à l'ensemble du monde musulman et devient le principal courant du djihadisme. Au début du XXIe siècle, des organisations terroristes islamistes comme Al-Qaïda, l'État islamique ou Boko Haram, se réclament du salafisme djihadiste.

La menace djihadiste

Al-Qaïda, Aqmi, Boko Haram ou l'État islamique en Irak et au Levant... Qui sont ces groupes islamistes qui mènent le djihad en Afrique et inquiètent jusqu'en Occident ?

Le Maghreb serre les rangs devant le risque terroriste

Huit mille Maghrébins de l'EI et d'al-Qaïda sont partis faire le djihad en Syrie. Une coopération sécuritaire s'installe entre leurs pays d'origine. Manifestement, du Maroc au golfe Persique, plus personne ne se sent à l'abri des djihadistes de l'État islamique (EI). "Le danger terroriste est aux portes de l'Europe", déclarait il y a quelques jours le roi Abdallah d'Arabie saoudite, tandis que David Cameron, le Premier ministre britannique, relevait le seuil d'alerte terroriste dans son pays. En visite au Moyen-Orient, John Kerry, le patron de la diplomatie américaine, plaidait pour la constitution d'une large coalition en vue de

Il est donc nécessaire de créer une interprétation religieuse éclairée des différentes religions, puisque quiconque a le droit de croire, si tel est son souhait, et étant donné que la religion continuera à jouer un rôle important dans la vie d'un nombre inestimable d'individus à travers le monde.

la montée en puissance de l'Etat islamique, de nombreux pays occidentaux ont décidé ou sont sur le point de mettre en place des programmes de dé-radicalisation.

Ces initiatives se fondent sur l'élaboration d'un contre-discours religieux et la mise en place de stratégies pour prévenir, détecter, inverser un processus radicalisation en fournissant un soutien psychologique, médical et socio-économique. Ces initiatives ont l'objectif de resocialiser des individus dont la marginalisation et l'exclusion auraient conduit à la radicalisation.

Les politiques de dé-radicalisation partent du postulat premier que la radicalisation serait en grande partie le produit d'un mal-être, d'un déséquilibre psychologique. Souvent qualifiés de fous d'Allah, ces individus seraient pour la plupart des désaxés.

Certes, l'exemple de l'auteur de l'attentat de Saint-Jean-sur-Richelieu semble donner raison à ceux qui considèrent que la violence islamique serait portée par des déséquilibrés. Cependant, les études de l'Américain Marc Sageman indiquent que la majorité des jihadistes sont parfaitement sains d'esprit, et de surcroît appartiennent aux classes socio-économiques les moins défavorisées. Les programmes de dé-radicalisation qui émergent au Canada donnent l'étrange impression d'une forte «psychologisation» du musulman radical. À force de vouloir voir dans le jihadisme l'expression paroxysmique d'une pathologie mentale, on risque d'occulter la complexité des causes.

Les lectures sécuritaire, psychologisante et socio-économique ont fortement pris le dessus dans les analyses. Ces approches sont importantes. Il est cependant prouvé que plusieurs parmi ces individus s'engagent, non pas suite à un endoctrinement religieux que d'aucuns qualifient de manipulation mentale, mais plutôt après un cheminement qui les a amenés de façon volontaire, consciente et revendiquée à soutenir que la violence serait, selon eux, le seul moyen de combattre des injustices politiques et des idéologies



mener la bataille contre les djihadistes en Irak dont le territoire est devenu, partiellement, depuis juillet, celui de leur califat. Au Maghreb, les ministres des Affaires étrangères se sont retrouvés, le 25 août, pour coordonner leurs efforts contre le risque terroriste.

d'exclusion qui existent aux niveaux national et international. Comment désamorcer cette frustration politique? C'est là également un enjeu important de la stratégie de la dé-radicalisation. Le contre-discours sur la radicalisation ne peut aussi faire l'impasse d'une analyse critique des conflits géopolitiques dans le monde musulman, de l'instrumentalisation du jihadisme par quelques puissances occidentales et par des chefs d'Etat aux pratiques politiques autoritaires. [...]

lepoint.fr

La dé-radicalisation, une solution miracle au jihadisme?

Face au risque sécuritaire du jihadisme depuis

Lapresse.ca

Jeux & détente

LES BLAGUES DU JOUR : QUI SONT NOS PARTENAIRES EN QUESTION ?

Qui sont nos partenaires en question ?

Philosophie des partenaires en terme de « 2 Vaches »

Socialisme :

Si vous avez 2 vaches, vous gardez une et donnez l'autre à votre voisin.

Communisme :

Si vous avez 2 vaches, le gouvernement prend les 2 et vous fournit du lait.

Fascisme :

Si vous avez 2 vaches, le gouvernement vous arrache les 2 et vous vend du lait.

Capitalisme :

Si vous avez 2 vaches, vous vendez une et achetez un taureau... pour les multiplier votre bétail.

Bureaucratie :

Si vous avez 2 vaches, le gouvernement prend les 2, tue une, trait l'autre, vous paie pour le lait obtenu et verse le lait dans les latrines du building administratif.

Banque mondiale :

Si vous avez 2 vaches, vous vous débarrassez d'une, forcez l'autre à produire le lait de 4 vaches. Et tout le monde est étonné de trouver la vache morte un matin.

OMS :

Développe un cours générique sur « comment traire une vache, » et ainsi que c'est la seule façon de traire une vache.

UNICEF :

Convoque une réunion pour définir la « VACHE, » puis organise des GNV (Journée Nationale pour traire les Vaches).

BASICS :

Encore et toujours entrain de planifier comment traire les vaches.

USAID - Global :

Si vous avez 2 vaches, ils insistent que vous devez augmenter votre production de lait en ignorant que vous n'avez que 2 vaches (et surtout pas de taureau).

SOCIETE FRANCAISE :

Si vous avez 2 vaches, vous faites grève parce que vous en voulez 3 en travaillant moins de 35 heures. De toute façon, vous avez des réserves de vaches sur le continent noir.

SOCIETE AMERICAINE :

Si vous avez 2 vaches, vous forcez votre voisin à emprunter une vache. Ensuite, vous argumentez que tous les veaux du voisin vous appartiennent et qu'il vous les remet, sinon.

ONG :

Essaie toujours de convaincre les donateurs que la production de lait est pérenniable et que les vaches sont éternelles 5ne mourront jamais°

PAYS AFRICAINS :

Vous avez 2 vaches, vous ignorez qu'elles produisent du lait et vous vous pliez en 4 pour qu'on vous en prête.



PHARMACIES DE GARDE DU 16 - 23 Nov- 2015

DJIDJOLE (Djidjole) ; Tél: 22 25 65 12
EL SHADAÏ (Face école théologie ESTAO à Klikamé), Tél : 22 51 44 25
VIGUEUR (Rue 267, Agbalépédogan kilimandjaro), Tél: 22 51 22 56
MILLENAIRE (face réserve de la gendarmerie d'Agôé-Nyivé) ; Tél: 22516431
OSSAN (Ets Limousine), Tél : 23 38 44 25
DES ROSES (Vakpossito, Face l'entreprise de l'union), Tél: 22 37 38 12
ELIBERACA (Route d'Adidogomé, face bureau de la Poste), Tél : 22 51 22 82
ST ESPRIT (Agôé nyivé Kégué face CEG Agôé Est), Tél : 22 40 29 06
HOSSANA (Route de ségbé, carrefour Sagbado, Adidogomé), Tél: 22 51 50 49
DE L'EDEN (Route d'Aného, face cité Baguida), Tél : 22 27 53 55
AVEPOZO (A côté de la place public d'Avépozo), Tél : 22 27 04 86
EXCELLENCE (Agôé démakpoé ; voie CEDEAO), Tél : 22 51 77 87
OCAM (Rue de l'entente), Tél: 22 21 62 65
MAINA (Agôé Assiyéyé axe Zanguéra à 300 m du carrefour bleu), Tél : 22 33 65 34
ST KISITO (Bd de la Kara), Tél : 22 43 89 40
KODJOVIAKOPE (Avenue Dusboung), Tél : 22 21 89 90
MAWULE (Bè kpota, « rond point Gakpoto), Tél : 22 27 11 21
SOURCE DE VIE (Face collège Protestant), Tél : 22 22 45 71
ST PIERRE (Sagboville, Hédranawé Bd Haho), Tél : 22 26 19 73
GBEZE (Bd Jean Paul II), Tél: 22 26 32 61
PROSPERITE (Située sur le Bd Eyadema), Tél : 23 38 84 25
AKOFA (Av- Maman N'danida, Amoutivé), Tél: 22 21 00 97
ST RPHAEL (Marché d'Atikpodji), Tél: 22 21 84 26
ST MICHEL (Agôé nyivé entre Brasserie BB et l'espace TELECOM), Tél : 22 51 70 22
CHRISTAL (Bd Houphoët Boigny), Tél : 22 20 90 91
MAELYS (1688, Bd Malfakassa : Bè kpota), Tél : 22 27 60 19
LA REFERENCE (Adidogomé à coté du bar Madiba), Tél : 23 20 24 15
MAIRIE (Face Mairie), Tél 22 21 26 39

Les bons plans et les bonnes adresses

Où sortir à Lomé ?

Les plages
 COCO BEACH, Tél : 22 71 49 37
 PURE PLAGE (Q'tier Baguida, après usine Picos) ; Tél : 92 96 56 48
 MARCELO BEACH (Q'tier Baguida) ; Tél : 22 27 21 55 / 93 67 67 67
 NEW RAMATOU PLAGE (Zone portuaire Lomé) ; Tél : 22 41 53 39 / 92 88 03 58

Les danses

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

Où manger à Lomé ?

RESTAURANTS AFRICAINS

CANTINE DE L'IBIS HÔTEL (Q'tier Administratif derrière l'Hôtel IBIS) ; Tél : 90 08 52 54
 NOPEGALI VIP (Bd du 24 Janvier en face de la BTCI) ; Tél : 22 22 94 00

SNACKS & PIZZERIA

LA BELGA (2e rue à gauche après le commissariat central) ; Tél : 90 32 45 45
 PIZZERIA GREENFIELD (Q'tier Tokoin Hôpital Rue Akati) ; Tél : 22 21 21 55

BOULANGERIES & PÂTISSERIES

BOMACO STE (Q'tier Ramco 44, Avenue de la libération) ; Tél : 22 21 02 73
 CROQUEMBOUCHE (Q'tier Agbalépo-dogan en face de GTA) ; Tél : 22 25 14 46

INFOS UTILES

COURRIER EXPRESS

DHL (Q'tier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV ; Tél: 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE ; Tél: 22 22 66 11
 TOGO TELECOM ; Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77
 CLINIQUE DE L'AEROPORT ; Tél: 22 26 90 12
 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116
 PROTECTION DE L'ENFANCE ; Tél: 111 / 22 20 45 10
 SPECIALE INFO SANTE ; Tél: 80 00 00 11

MOTO & KARTING

TOGO MOTO CROSS (Face au Golf club d'Agôé Nyivé) ; Tél : 90 17 95 07
 L'AFRICLUB (Q'tier : Kégué entre CHR et la FTF) ; Tél : 92 52 24 40

MUSCULATION / MASSAGE

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Q'tier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM GHIS PALACE (Q'tier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Jeux : Lequel des hameçons (H1 et H2) des pêcheurs à capturé le poisson ?

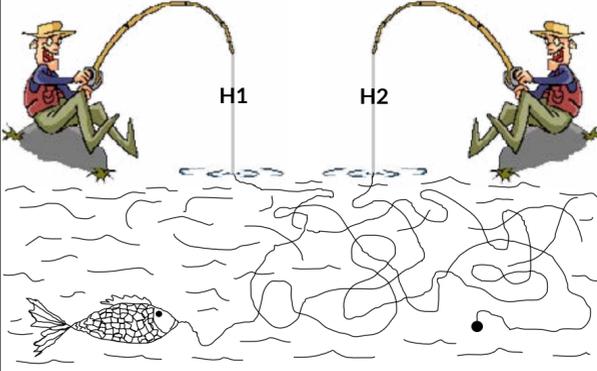


Photo du jour



Que vous inspire cette image?

Neutralité positive

Arts & Culture

Livre / Nécrologie Le romancier togolais Isaac Essowédeou Agba n'est plus

La nouvelle du décès du romancier togolais Essowédeou Agba, consterne le monde de la littérature togolaise. En poste au Nigéria depuis 2008, il est revenu en week-end pour la famille mais ne repartira plus jamais. Le 17 octobre, l'universitaire Guy Missodey déplorait son absence du pays et écrivait sur son mur facebook « Mon grand ami Isaac, le champ littéraire togolais a encore besoin de tes graines. Mais avec les TIC, tu pourras toujours assurer ta présence virtuelle » Sa réponse a suivi quelques instants après « Merci du conseil. J'étais au salon du livre d'Alger en octobre. C'est te dire que je n'ai pas baissé la garde. On en reparle ». Malheureusement, il a baissé pour toujours la garde hier au Pavillon militaire de Tokoin où il a été admis suite à un malaise.



Isaac Essowédeou Agba

Isaac Essowédeou Agba est né à Lomé le 3 avril 1956. Il a fait ses études primaires à Pagala et ses études secondaires au Collège Chaminade de Kara puis au Lycée de Sokodé où il obtient le baccalauréat B. Titulaire d'une maîtrise de Droit privé de l'Université de Lomé d'un doctorat en droit économique de l'Université de Paris Dauphine, et du diplôme d'Etudes spécialisées de l'Ecole nationale des douanes de Neuilly-sur-Seine, il fut chargé de cours et de travaux dirigés à l'Université de Lomé puis inspecteur principal des Douanes togolaises et dirigea les services douaniers de l'aéroport de Lomé. Agba Essowédeou était jusqu'à son décès le 17 novembre 2015, secrétaire exécutif adjoint de la Zone d'Alliance de Coprosperité (ZACOP) avec rang de ministre. Il a été jusqu'en 2008 secrétaire général du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation. Il est également président du Conseil d'Administration de l'association chrétienne Le Rocher d'Israël. Nous reviendrons en détail sur sa vie. Voici un article publié par Togocultures sur cet écrivain en 2008 et rafraîchi. Portrait de Esso-Wédéo Isaac Agba : un écrivain à la recherche de la dignité humaine Peu disert, presque taciturne, mais débordant de chaleur pour le genre humain, Esso-Wédéo Agba étreint avec sa moustache et les verres encadrant ses yeux, le regard de ces hauts fonctionnaires d'Etat insensibles aux critiques mais pour qui seul l'efficacité et la finalité comptent. Secrétaire général au ministère des finances de 2000 à 2008, donc à un poste stratégique dans un Etat où la démocratie est encore balbutiante, Esso-Wédéo Agba s'est pourtant octroyé un droit au chapitre : écrire pour dire sa pensée, même si cela peut déranger. Il est nommé en février 2009, secrétaire adjoint avec rang de ministre de la Zone d'Alliance de Coprosperité (ZACOP) regroupant le Togo, le Bénin, le Ghana et le Nigéria. Et dès sa première fois qu'il prend la plume, il convainc le public avec son roman Si l'idée ne germe (Editions NEA-Togo, 1999), qui remporte le Prix littéraire France-Togo. Il y dépeint les contraintes sociales qui empêchent l'homme de vivre dignement, la misère sociale, la corruption des grands. Il récidive six ans plus tard avec Les Germes étouffés (Editions Graines de Pensées, juin 2005), un roman dans la même veine mais un cran au-dessus. Pourfendeur de la pensée unique, il s'attaque également au mal le plus endémique qui mine les sociétés africaines : le tribalisme et ses corollaires, les pesanteurs sociales contre la liberté de l'individu et son bonheur. Ce second livre, le plus important de son œuvre est un réquisitoire au vitriol contre l'idéologie de la pensée unique et du parti unique et tous les désenchantements qu'il a engendrés. A l'entame du livre, attention lecteur : courage ! Bien qu'un tout petit peu difficile à soutenir à cause du contenu un tant soit peu philosophique, le prologue accroche le lecteur avec la situation du personnage principal présenté comme mort par arrêt de la réflexion. Oui, contrairement à d'autres qui meurent parce qu'un organe s'est déglingué, le héros Sim Massiki est mort de façon ambiguë par « arrêt de la réflexion », « une drôle de mort » comme l'écrit le narrateur. Le roman part d'une histoire d'amour et de mariage mixte, un peu à la manière du Chant écarlate d'Aminata Sow Fall, avec cette différence qu'il s'agit, ici, d'une idylle entre noirs d'un même pays, un nordiste et une sudiste.

Sim Massiki, le nordiste, un intellectuel se marie à une sudiste médecin de son état. Le mariage tourne au vinaigre face aux préjugés tribaux des parents de Sim et ceux plus sorniois des parents de sa femme, des réalités politiques du pays dirigé par un homme de l'ethnie kiya, groupe ethno-tribal proche du héros. La femme fut soupçonnée par ses beaux parents d'être à l'origine de la mort de Sim. Une histoire bien africaine en somme ou spécialement togolaise, que le narrateur raconte en quatorze chapitres où il tourne en dérision ses propres traditions « tribales » en qualifiant par exemple une cérémonie traditionnelle de « fête des muscles ». Et c'est là que se situe l'intérêt de ce livre écrit dans un style libre, monocorde, avec humour et sarcasme, et surtout beaucoup d'amerume. C'est un hymne à la liberté de penser, à l'individualisme, à la bougeotte dans une société figée dans des carcans sociaux qui empêchent l'individu d'évoluer, et avec lui toute la société d'être sur la voie du progrès et du développement. N'est-ce pas que le travail de Sim consistait à la réflexion, activité désintéressée mais accoucheuse de grandes idées qui ont développé, ailleurs, des nations entières, et qui fait défaut chez nous ? Le triste sort de Sim est un peu les malheurs de ces milliers d'Africains entreprenants et dynamiques qui veulent développer leur pays mais ont mis leurs ambitions en berne, à cause des pesanteurs sociales.

C'est tout simplement un appel à la démocratie que lance Esso-Wédéo Agba. Ayant fait carrière dans les douanes, haut fonctionnaire de la fonction publique togolaise, l'expérience dans l'administration, des philosophies chrétiennes et humanistes de ce catholique fervent et pratiquant, président du Conseil d'Administration d'une association chrétienne dite Le Rocher d'Israël, ont donné matière à l'auteur. Reste que dans l'ensemble, on peut craindre que l'auteur sur le modèle d'un Enfant du pays de Richard Wright, n'ait un peu pêché, le militantisme et l'engagement politiques ont pris le pas sur l'écriture empêchant le développement d'une histoire qui paraissait intéressante au début du roman par la mort mystérieuse du héros.

Togocultures.com

Théâtre En France, Julien Mabilia Bissila continue de porter l'histoire du Congo en lui

Dans sa dernière création, l'auteur, acteur et metteur en scène congolais évoque la guerre civile qui déchira son pays en 1997 et la sape, expression élégante d'une résilience à toute épreuve.



Julien Mabilia Bissila

Dans Au nom du père et du fils et de J.M. Weston, deux frères, Criss (Criss Niangoua) et Cross (Julien Mabilia Bissila) recherchent la concession familiale, où ils ont enterré une paire de chaussures J.M. Weston avant de fuir les bombardements. Ce retour chez soi est un retour en arrière qui conduit les deux frères à revivre la mort du père et le long supplice de la mère. Ce passé qui ne passe pas tambourine sauvagement à la porte qu'une mémoire qui cherche à se protéger veut garder close. « Mais merde !, s'exclame Criss. Ne me demande pas de revivre la scène, là en ce moment, présent, passé, présent, passé, présent alors que je veux du futur ! Là dans moi, pendant que mes mémoires tentent de se rafistoler un morceau de vie standard ! » Mais quel destin construire « dans un pays où la kalache est un gros stylo » qui sert à dessiner l'avenir ? Si, chez Bissila, l'écriture est cathartique, elle est aussi mémorielle. « Après avoir extériorisé ce qui nous rong, on peut passer à autre chose, prétend-il. Mais il nous faut aussi faire notre devoir de mémoire. Quand on vit dans une société où les gens ne peuvent s'exprimer et évitent de parler de ce passé, l'auteur de théâtre se fait historien. Les traces de ce conflit sont toujours très visibles. On vit avec. La guerre continue sous une autre forme. Quand je

l'humour et l'ironie se jouent de l'horreur. Où le français se réinvente et se plie aux réalités congolaises. Une audace récompensée en 2014 par le prix Théâtre RFI pour sa pièce Chemin de fer, qui évoque la monstruosité et l'abject qui se sont abattus sur Brazzaville il y a près de vingt ans. La guerre et ses séquelles, toujours vivantes, toujours vécues, nourrissent le travail de Julien Mabilia Bissila, qu'il s'agisse de sa pièce Imagine !, qui évoque un fort désir d'ailleurs, ou du remarqué Crabe rouge, qui revient sur le procès de l'affaire dite des disparus du Beach.

Une écriture mémorielle

vois que vingt ans après on en est encore là, qu'on s'affronte toujours et qu'il y a des morts, j'en ai la nausée. On ne peut pas toujours régler les problèmes par la violence. Il faudra bien un jour dialoguer. »

S'il continue de porter l'histoire du Congo en lui, Julien Mabilia Bissila, aujourd'hui installé en France, à Lyon, se penche également sur d'autres narrations. Le metteur en scène, régulièrement invité à Limoges par le Festival des Francophonies en Limousin, travaille notamment sur la rencontre (Zokwezo, qui sera jouée à Genève en 2016), les notions de frontière et de voyage avec la compagnie suisse Zavra (Transex) ou encore sur les réalités des banlieues françaises à l'occasion d'une résidence menée à Marseille dans les quartiers Nord. A 39 ans, celui qui a trouvé la force de continuer à vivre après d'un « vieil alcoolique philosophe » à qui il rend hommage dans chacune de ses pièces à travers le personnage de Bayouss (interprété dans Au nom du père et du fils et de J.M. Weston par Marcel Mankita) dit écrire « pour aller vers quelque chose de meilleur pour l'avenir. Qu'on le veuille ou non, le théâtre est politique parce que la vie est un combat. La meilleure façon de vaincre ses peurs, c'est de les affronter. »

« Au Congo, le chaos a engendré une véritable créativité littéraire et artistique, avance Julien Mabilia Bissila. Quand on n'a pas les moyens de parler, on passe par l'art pour s'exprimer autrement. » Le phénomène de la Sape et de ce qu'on immodérément pour les luxueuses tenues élégantes, sinon extravagantes, ne s'explique pas autrement. « La Sape, c'est la guerre, analyse-t-il. Ça peut paraître dérisoire mais c'est une manière d'exister, de dire « je », de s'affirmer dans un monde de silence. C'est une réponse non violente à la question sociale. C'est une manière de dire que l'on ne se laissera pas écraser. »

Jeuneafrique.com

Neutralité positive

Lire

«...Le temps passa, et celui de la récolte arriva. Konzana-le-Lièvre vint un matin avec un couteau et des paniers. Il contempla un moment ce beau champ qui s'étendait à perte de vue. Les épis étaient longs et volumineux. Les archidées, les ignames, les haricots, le fonio... tout murissait. Le champ était beau, il était splendide.

Konzana-le-Lièvre était là, le couteau à la main, les paniers sous les pieds. Il commença à bien par récolter le mil, aux pieds longs et volumineux, aux grains gros, gras et ronds. Il regardait, et brusquement il devint pensif, et se gratta un instant le front en fixant un point dans le vide. Une petite idée lui tournaît dans la tête. Non ce n'est pas une idée, mais plutôt des questions. Et elles étaient têtues qu'elles ne semblaient lui laisser le temps de leurs trouver des solutions : qui l'aiderait à rentrer toutes ces récoltes à maison ? Et une fois rentrée, où la garderait-il ?

Quelle imprudence avait-il eue de laisser traîner la construction des greniers, ou plutôt quel saie principe s'était-il fait de remettre toujours au lendemain ce qu'il pouvait faire le jour même ? Il se reprochait sérieusement à présent. L'instant d'après, il sursautait comme si une fourmi méchante lui piquait dans les pattes. C'était sa misère lui, de montrer qu'il venait de trouver une solution à ses problèmes. Tout ne semble pas perdu. Ah non ! C'était simple, très simple même ; il savait à présent – et il se reprocha de n'y avoir pas pensé plus tôt-il savait à présent ce qui lui restait à faire :

Attendre sagement la voix mâle des hôtes du champ ! Elle lui avait toujours parlé. Ce n'était surement pas maintenant quelle allait se taire. Après les récoltes, elle demanderait à coup sûr où il voudrait qu'on l'entre. Il répondra sans hésitation : à la maison, et une fois qu'ils y seraient, la voix mâle lui redemanderait à quel endroit il voudrait qu'on la repose. Il répondrait encore sans hésitation : dans des greniers ; et, sur ordre de ce génie, il verrait des greniers, grands, vastes et spacieux, bien spacieux et splendides ; et serait remplis jusqu'à à raz bord de cette belle et somptueuse récolte ! Il sautait de joie. Il n'avait pas à se ronger les sangs. Il suffisait de réfléchir. Il avait réfléchi et voilà le résultat.

Content, très content et fier de lui, il saisit le premier épi, et kaoo ! Le voilà coupé. Mais avait-il coupé que la voix mâle l'interpelaït. Content, très content et fier de lui, il saisit a première épi, Kaoo ! Le voilà coupé. Mis à peine l'avait-il coupé que la voix mâle l'interpela :

-Qui va ?
 -C'est moi
 -Toi qui,
 -Moi Konzona –le-Lièvre
 - Que fais-tu là.
 -Je moissonne le mil et le sorgho
 -Veut-tu un coup de main
 -Ah ! Si je veux un coup de main j'en demande mieux.

Kaoo ! Kaoo ! Kaoo ! entendit-il dans les coins du champ. Et en un clin d'œil, toute la récolte disparut et les paniers restèrent vides. Konzana resta avec le seul épi qu'il venait de couper. Ces yeux s'injécèrent de sang et de colère. Il jeta l'épi en frappant la poitrine de dépit.

Il regretta de n'avoir pas donnée l'instruction nécessaire concernant le déroulement de cette récolte.

Il résolut de récolter immédiatement les haricots. Il saisit les premières gousses et kraa! Les voilà arrachées. Mais à peine les avaient-ils arrachés que la voix mâle l'interpella lui posa les mêmes questions. Il donna les mêmes réponses.

Mais à peine finissait-il de donner ces instructions que tous haricots avaient disparu, excepté ceux qu'ils avaient sous les doigts, les paniers toujours vides.

Il comprit qu'il en serait de même pour le reste de la moisson il qu'il ne servirait plus à rien de donner des instructions ; qu'il assisterait impuissant à l'envole de ses ignames, des légumes, des archidées... dès qu'il commencerait à les récolter...» (Suite)

Extrait de Un enfant pas comme les autres (Conte du pays kabyle) de K.A. Alou: Les Nouvelles Editions Africaines du Togo. Pages 49-51

Neutralité positive



Sports

Débâcle des Eperviers Serge Akakpo calme les « supporters restants »

Le capitaine des Eperviers du Togo, Serge Akakpo a présenté des excuses aux supporters de l'équipe nationale pour leurs mauvaises prestations lors des matchs du 2e tour des préliminaires de la Coupe du Monde de la FIFA, Russie 2018.

En prenant en considération le public sportif qui continue par supporter les Eperviers malgré des crises à répétition qui perturbent l'évolution du football au Togo, Serge Akakpo a écrit sur sa page Facebook que « Nous nous sommes ridiculisés nous-mêmes. Quand c'est déjà le chaos et qu'en plus l'état d'esprit n'y est pas sur le terrain. La honte! Aux supporters restants Pardon ».



Serges Akakpo

espéraient un ultime exploit des joueurs, d'autres par contre estiment que l'élimination du Togo permettra au Togo d'observer une pause pour assainir mieux refonder la Fédération Togolaise de Football (FTF), l'instance qui a en charge de promouvoir le football dans le pays.

CA

Nigeria La mère de l'entraîneur Siasia kidnappée

Samson Siasia, l'entraîneur de l'équipe des moins de 23 ans du Nigeria, a des soucis pour sa mère. En effet des hommes armés ont enlevé sa mère dans l'Etat de Bayelsa.



Samson Siasia

Pour ce kidnapping, il est annoncé que trois ravisseurs ont kidnappé Ogere Siasia à la maison familiale dans l'Etat de Bayelsa.

En parlant de cet enlèvement, l'entraîneur Siasia a déclaré à la BBC que les ravisseurs ont tiré des coups de feu en l'air avant d'enlever sa mère. Sans connaître pour l'heure le motif de ce kidnapping, Siasia a lancé un appel aux ravisseurs pour qu'ils remettent en liberté sa génitrice.

Le phonème de kidnapping qui se répète tend à devenir un mode opératoire pour des ravisseurs qui choisissent d'enlever des proches des joueurs internationaux contre de l'argent.

L'année dernière, le père du joueur John Obi Mikel avait été enlevé à Jos, au centre du Nigeria.

Freda Sefamor

Classement Fifa L'Algérie perd son statut de première nation africaine



Le dernier classement de la Fifa qui vient d'être publié montre que les Fennecs sont sortis du top 20 mondial et sont désormais deuxième nation africaine derrière la Côte d'Ivoire. L'Algérie trustait la place de numéro 1 sur le continent africain depuis juin 2014. Sa défaite récente en match amical face à la Guinée est une des causes de ce recul. Les Éléphants, vingt-deuxième sur le plan mondial, perdent pourtant une place, alors que les Fennecs, vingt-sixième, en cèdent sept.

Le classement Fifa des nations africaines :

- | | |
|------------------|------------------------|
| 1. Côte d'Ivoire | 11. Egypte |
| 2. Algérie | 12. Nigéria |
| 3. Ghana | 13. Mali |
| 4. Cap vert | 14. Ouganda |
| 5. Sénégal | 15. Guinée équatoriale |
| 6. Tunisie | 16. Zambie |
| 7. Cameroun | 17. Gabon |
| 8. Congo | 18. Afrique du Sud |
| 9. Guinée | 19. Maroc |
| 10. RD Congo | 20. Libéria. |

RFI

Rugby Jonah Lomu a rendu l'âme

Son nom était des plus connus et des plus respectés dans le monde du rugby. Jonah Lomu selon les dernières actualités sportives est décédé des problèmes de reins qu'il trainait il y a un long moment.

Il avait commencé sa carrière sportive le 18 juin 1995 au stade de Newlands au Cap en Afrique du Sud. Il avait inscrit ce jour-là quatre essais en demi-finale de la Coupe du monde 1995, face à l'Angleterre (45-29). Un match historique de l'histoire du rugby et qui l'avait fait entrer dans l'histoire.

A 20 ans, il était le premier joueur rémunéré à 1 million de francs (150.000 euros) par an, alors que le rugby sort à peine de l'amateurisme. Ses revenus continuent de s'envoler avec l'arrivée d'Adidas comme sponsor des All Blacks en 1999.

En mai 2003, à 27 ans, Jonah Lomu est placé sous dialyse - il souffre d'une grave insuffisance rénale de naissance - ce qui le contraint à renoncer au Mondial en Australie. Un an après, il subit une transplantation rénale à haut risque. Plus tard, il décrira les mois précédant sa greffe comme la pire période de sa vie.

Sa mort annoncée ce mercredi matin a plongé toute la Nouvelle-Zélande et les All Blacks dans la tristesse.



Jonah Lomu

Il aura marqué le monde du sport avec son numéro 11 dans le dos, premier produit marketing du rugby.

TM

NBA Batum et Cousins élus joueurs de la semaine

Nicolas Batum a été élu meilleur joueur de la semaine dans la Conférence Est de la NBA. Le Français est récompensé de ses performances lors de semaine écoulée, tout comme DeMarcus Cousins à l'Ouest.

25,5 points, 6 rebonds et 3 passes de moyenne lors des quatre rencontres jouées entre le lundi 9 et le dimanche 15 novembre, pour trois victoires contre une défaite des Hornets. Voilà les statistiques qui ont permis à Nicolas Batum d'être élu meilleur joueur de la semaine dans la Conférence Est.

C'est sans doute sa performance face à son ancienne équipe, les Portland Trail Blazers, avec 33 points, six passes et cinq rebonds qui ont fait pencher la balance en faveur du Français, premier Tricolore à être élu depuis Tony Parker en 2013. A l'Ouest, c'est DeMarcus Cousins qui a reçu cet honneur avec une semaine à 32,5 points et 11 rebonds en moyenne.

TM



Nicolas Batum

CHAN 2016 Résultat du tirage au sort

Du 16 Janvier au 7 Février 2016, le Rwanda accueillera la phase finale de la 4e édition du Championnat d'Afrique des Nations, une compétition exclusivement réservée aux joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs.

Les 16 qualifiés à la 4e édition du CHAN ont été répartis en 4 groupes de 4 à l'issue du tirage au sort organisé ce dimanche à Kigali.

Le Rwanda pays hôte évoluera dans le Groupe A aux côtés du Gabon, du Maroc et de la Côte d'Ivoire.

Dans le Groupe B, on retrouve la RDC vainqueur de la première édition en 2009. Les Léopards se frotteront aux angolais finalistes malheureux en 2011, aux Camerounais et l'Éthiopiens.

Vainqueur de la 2e édition en 2011, la Tunisie a été placée dans le Groupe C en compagnie du Nigeria, du Niger et de la Guinée qui pour la première fois va prendre part à une phase finale du CHAN.

Et enfin dans le Groupe D, Le Zimbabwé qui est l'une des deux équipes avec la RDC à avoir joué toutes les précédentes éditions du CHAN va croiser au premier tour de l'édition 2016 le Mali, l'Ouganda et la Zambie.

La composition des groupes

Groupe A : Rwanda, Gabon, Maroc, Côte d'Ivoire.
Groupe B : RD Congo, Angola, Cameroun, Ethiopie.



Groupe C : Tunisie, Nigeria, Niger, Guinée.
Groupe D : Zimbabwe, Mali, Ouganda, Zambie.

BBC

Annoncez-vous dans

 au
 90153977
 atogomatin@gmail.com

Reportages



Propriété routière Balayeurs de rue à contribution mais à risque

Pour que des routes à Lomé, la capitale du Togo, soient propres et entretenues, on voit de temps en temps des gens du service d'entretiens ou simplement des balayeurs de rues qui s'occupent la propriété des voies.



Des balayeurs de rues à Lomé

Les balayeurs des rues sont facilement identifiables grâce à leurs gilets munis de balais et de broquettes. Les gilets qu'ils portent ont des couleurs éclatantes lesquelles permettent de les distinguer le soir de loin. Pour ce qui concerne le quotidien de ces hommes et femmes du service d'entretien des routes, le constat est qu'ils débute généralement leurs activités 14 heures pour finir vers 18 heures et parfois au-delà.

Selon certains de ces balayeurs approchés à Agbalépédo, les salaires insignifiants qu'ils reçoivent en fin de mois ne leur permettent pas de subvenir à leurs propres besoins.

Si les salaires ne reflètent pas l'effort que fournissent les balayeurs, il est à souligner que leur travail présente des risques. En effet à les voir travailler sur des routes et au même moment voir

passer des engins automobiles n'est pas ce qu'il rassure à 100%.

Pour ce risque, les responsables de la mairie sont conscients de la situation et des risques qu'encourent tous les jours les balayeurs de rues. Dans cette optique des dispositions sont actuellement prises. Il est ainsi notifié aux balayeurs de porter des tenues, d'utiliser des panneaux de signalisation et des cache-nez. Ceci pour éviter les nombreux accidents qui ont coûté la vie à certaines personnes. Tous ceux qui ne respectent pas ces mesures doivent en principe être sanctionnés. Car il y va de la sécurité des agents sur le terrain et de la pérennité de cette activité qui participe à l'amélioration du cadre de vie.

Justin Yoma (stagiaire)

Sécurité Les bourreaux du militaire au bras amputé rattrapés

Les forces de sécurité ont mis la main sur deux voleurs auteurs d'un braquage qui a eu lieu en ce début du mois de novembre à Lomé. Le braquage qui a visé un militaire s'est soldé avec l'amputation d'un bras de ce dernier.



Les deux malfrats arrêtés

Les deux présumés malfrats ont été présentés à la presse le 16 novembre 2015 par la gendarmerie. Il s'agit des nommés Assamoa Koffi, âgé de 32 ans, chauffeur de taxi sur l'axe Lomé-Kpalimé et Lagbai Atiyodi, 25 ans, apprenti chauffeur, tous togolais.

Pour la mobilisation qui a permis d'arrêter les deux personnes, le chef d'escadron, Commandant du groupement gendarmerie Maritime, M. Belei Bediani a remercié les résidents de Tokoin nord pour leur collaboration et a profité pour exhorter la population togolaise et de Lomé en particulier à plus de vigilance. Il a ajouté que leur collaboration permettra de mieux combattre la criminalité.

Le 03 novembre, la victime a aidé l'un des présumés malfrats en le remorquant depuis Doulassamé à Dékon pour Tokoin nord. Là, l'individu remorqué avec l'aide de deux autres de ses amis qui ont surgi ont essayé d'arracher la moto au conducteur. Dans la lutte en vue de garder sa moto, la victime s'est vue imputer un bras.

Le malheureux bienfaiteur n'aura son salut que grâce à ses cris de détresse qui ont alerté le voisinage. Sortis, les résidents du quartier Tokoin nord ont aidé à l'arrestation des deux malfrateurs.

TM

Pour les faits, il est à rappeler que dans la nuit

Journée de la fonction publique Rapprocher l'administration publique de la population

Le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme administrative, Gilbert Bawara a procédé le mardi 17 novembre dernier, au lancement de la journée de la fonction publique. C'est à l'hôtel Sancta Maria à Lomé en présence des Ministres de la Sécurité Col. Yark Damehane et de la Justice puis Agbetomé et des cadres de l'Administration publique, que la journée de célébration a été lancée.

Placé sous le thème : « Le rôle des services publics dans l'autonomisation des femmes, l'innovation et la prestation des services facilement accessibles en Afrique », la journée de la fonction publique s'inscrit dans le cadre de la célébration au niveau national de la journée de la fonction publique.

En effet, chaque 23 juin est célébrée la journée africaine de la fonction publique, histoire de faire la promotion des services publics et des ressources humaines dans l'administration publique et rapprocher l'administration de l'usager. C'est donc dans le prolongement des festivités de cette journée africaine qu'est organisé cet événement au Togo.



G. Bawara, ministre de la fonction publique

L'administration de proximité

L'administration togolaise souffre de nombreux maux dont la lenteur, la bureaucratie, la nonchalance et les mauvais accueils réservés par certains travailleurs à la population. Le Ministre de la fonction publique a dans son discours d'ouverture abordé ce problème.

« J'avais des doutes et des hésitations quant à l'opportunité de célébrer cette journée. Et pour cause ! Pour moi l'état quelque peu déplorable de l'administration publique et surtout la qualité lamentable des services publics ne m'incitaient guère à souscrire à l'esprit de célébration, avec le risque de donner fausement le sentiment de se satisfaire de la situation actuelle de l'administration et des services publics qui, il faut l'admettre, nécessite des réformes ».

Ce même diagnostic fait en décembre 2006, lors des Etats généraux de l'Administration publique créé au quotidien, un handicap au bon fonctionnement de l'Administration publique togolaise. Les enquêtes réalisées sur le terrain ont révélé sur le terrain que parmi les usagers des services publics, 75% des sondés estiment que les services publics sont peu satisfaisants.

C'est pour cela que le Programme de Réforme et de Modernisation de l'Administration Publique a été initié par le Gouvernement en 2008. Du chemin a été fait et selon le Ministre Gilbert Bawara, « des efforts ont été faits mais beaucoup reste à faire », a-t-il souligné. En 2010, 2011, 2012, 2013, des opérations

« administration de proximité » ont été organisées afin « d'assurer une culture administrative fondée sur la célérité et le professionnalisme ».

Opération administration rapide de proximité et portes-ouvertes 2015

Au cours de la journée de la fonction publique, des journées portes ouvertes ont été organisées. Pendant 3 jours, les usagers seront informés sur les circuits, formalités de traitements et de délivrance des actes et documents administratifs. Les administrations seront désengorgées des dossiers en souffrance.

Par ailleurs, le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile partenaire de l'événement s'est proposé d'établir des passeports et cartes d'identité à ceux qui auront fait la demande pendant cette période.

Le ministère de la Justice a pour sa part, proposé de prendre en compte l'établissement des casiers judiciaires des jugements supplétifs tenant lieu d'actes de naissance et des certificats de nationalité.

Ainsi, le ministère de la Fonction Publique, celui de la sécurité et celui de la Justice comptent imprégner les usagers de la Fonction publique sur les formalités et procédures de traitement et de délivrance des actes et documents. 2000 Certificats de Nationalité et 500 jugements supplétifs et rectificatifs seront délivrés. 600 passeports et 600 Cartes d'Identité seront également délivrés.

Rachidou ZAKARI

Forum Régional sur la Nutrition Réflexions autour des progrès dans l'espace CEDEAO

Le Togo a accueilli du 16 au 18 novembre 2015 à Lomé le 14ème Forum régional de nutrition de la CEDEAO. Une rencontre qui a offert l'opportunité aux Etats membres et leurs partenaires de réfléchir sur les problèmes de nutrition affectant la sous-région.



L'édition de 2015 s'est déroulée, alors que les pays font l'évaluation des résultats suscités par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La nutrition, en tant que domaine multisectoriel, comporte plusieurs aspects qui ont été intégrés dans ces Objectifs. Ce forum a donc constitué une occasion offerte aux participants, de faire le bilan des réalisations en nutrition à la faveur de la mise en œuvre des OMD, d'en tirer les enseignements et de se projeter vers l'avenir dans le cadre des Objectifs de Développement Durable.

La FAO accompagne depuis plusieurs années l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, institution spécialisée de la CEDEAO en charge de l'organisation du Forum, notamment sur le plan technique et financier. Environ 150 représentants des 15 pays de la CEDEAO ainsi que des partenaires régionaux et mondiaux ont participé à ce forum à Lomé.

TM

DMi

directmédia

Société éditrice de

tm togomatin

La neutralité positive

 **Edition**  **Presse**  **Radio**  **Télévision**

R e j o i g n e z - n o u s a u j o u r d ' h u i



Cacavéli, Rue Satelit, 3^e maison avant Groupe CAPFER. **RCCM N° TG-LOM 2015 B 1045**
BP 30117 - **Tél.** 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 - **E-mail :** atogomatin@gmail.com

Asther

ASSISTANCE

- Défense des victimes
- Remorquage - Dépannage
- Fourrière privée
- Abonnement
- Conseil - Représentation
- Facilitation

**SERVICE
DISPONIBLE
24H/24**



You live, we care

Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé - B.P. 30117 Lomé-Togo
Tél : +228 93 68 72 12 / 22 45 74 67 - Mail : contact@estherassistance.com